

"Vers le sommet européen: (1) une préparation sommaire qui ne doit pas être un prétexte pour masquer un échec possible" dans Europe (3 novembre 1969)

Légende: Dans son éditorial du 3 novembre 1969, Emanuele Gazzo, rédacteur en chef de l'Agence Europe, s'interroge sur les chances du sommet européen de La Haye de donner un signal clair en ce qui concerne, notamment, l'éventuelle ouverture des négociations d'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun.

Source: Europe. Agence internationale d'information pour la presse. dir. de publ. RICCARDI, Lodovico ; Réd. Chef GAZZO, Emanuele. 03.11.1969, n° 441. Bruxelles.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"vers_le_sommet_europeen_1_une_preparation_sommaire_qui_ne_doit_pas_etre_un_pretexte_pour_masquer_un_echec_possible"_dans_europe_3_novembre_1969-fr-86e97467-65fd-4d9b-917d-0bd6d9a41080.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 16/09/2012

Vers le sommet européen: (1) une préparation sommaire qui ne doit pas être un prétexte pour masquer un échec possible

Nous voici à deux semaines du sommet européen de La Haye: des progrès "raisonnables" ont été faits mais on ne peut pas en tirer la conclusion que la préparation de la réunion ait été particulièrement poussée. Ceci est dû en partie au fait que dès le début la France - à laquelle on doit l'initiative de tenir un sommet, initiative acceptée, après quelques réticences, par ses partenaires - a fait savoir qu'elle ne désirait pas que le sommet se déroule sur la base d'un ordre du jour rigidement préétabli. Cela tiendrait, selon des indications de très bonne source, au fait que le président Pompidou voudrait se présenter au sommet ayant les mains suffisamment libres, sans se laisser emprisonner dès le départ dans des procédures contraignantes, ou devoir s'en tenir à des dossiers dans lesquels la "continuité" serait probablement bien plus visible que l'"ouverture"... Il s'agit donc essentiellement d'un problème lié à la situation politique actuelle en France et il nous semble superflu d'y insister. Disons seulement que pour les partenaires de la France, qui en ont accepté l'initiative, il s'agit essentiellement de décider s'ils veulent ou non faire confiance à M. Pompidou et à tout ce qu'il représente. Si la réponse est positive, il faut être conséquent, et aller jusqu'au bout de la confiance.

Le fait demeure toutefois que cette façon de voir les choses oblige à aborder le sommet après une préparation sommaire, et sans qu'il existe une véritable "plateforme" sur laquelle il ait été possible de vérifier la convergence des points de vue de plusieurs pays. Moins encore, il n'aura été possible de mettre au point une tactique quelconque, autre qu'individuelle. Dans ces conditions, il y a lieu de s'étonner que M. Harmel ait déclaré, jeudi dernier, à la Commission des Affaires étrangères du Sénat belge, que la Conférence au sommet avait été préparée "soigneusement". Il y a là beaucoup d'optimisme, et il apparaît significatif que M. Harmel ait cru devoir faire rectifier la version primitive des propos qu'il avait tenus au sujet des négociations avec la Grande-Bretagne. Selon cette version "il ne faut pas s'attendre à ce qu'une date précise soit fixée lors du sommet pour l'ouverture des négociations"; celle qui a été autorisée plus tard est que "on ne se trouve nullement devant l'alternative de convenir d'une date précise ou de s'abstenir de toute décision en la matière: au contraire, on peut espérer que les six pays parviendront à se mettre d'accord sur l'ouverture très prochaine des négociations sans qu'il soit nécessaire pour autant d'en arrêter la date". Tout ceci est très significatif surtout si l'on rappelle que l'une des conditions (s'agit-il d'un préalable?) posées par la France est que le sommet ne devrait fixer aucune date pour l'ouverture des négociations. La question qui se pose est donc de savoir non pas s'il y a lieu d'espérer quelque chose, mais si ce préalable a été déjà accepté, et par qui. Si la réponse est affirmative, il serait beaucoup mieux que l'opinion publique en soit informée pour ne pas entretenir à l'intérieur et à l'extérieur de la Communauté des illusions dangereuses. Un des dangers majeurs auxquels on doit faire face (et M. Moro l'a dit dans son interview au "Monde") est que ce sommet suscite des attentes qui seraient ensuite déçues. On peut se demander si les Gouvernements, conscients de ce danger, mais aussi des difficultés auxquelles ils doivent faire face, ne se préparent d'ores et déjà une issue de secours recherchant un succès de façade plus que de substance.

Il faudrait dire sans ambage qu'un tel expédient serait dénoncé à l'opinion publique: la présence de M. Rey à la réunion préparatoire du 10 novembre devrait permettre au président de la Commission, qui n'est pas un conseiller technique mais le porte-parole de la conscience communautaire, de mettre en garde les Gouvernements contre de tels procédés.

Quant à nous, nous reviendrons ces prochains jours sur les problèmes majeurs auxquels le sommet européen devrait apporter une solution.